

d'un impôt qui frappe toute la population au profit d'un très petit nombre. Le présent budget ne comporte aucune tentative en vue de redresser cet état de choses.

Voici quelques exemples de ce que l'on pourrait faire. Les gens qui touchent un revenu peu élevé devraient se voir rembourser, à mon avis, la totalité de leur impôt, de même que les célibataires jusqu'à concurrence de \$1,000, et les personnes mariées jusqu'à concurrence de \$1,500, ce qui leur donnerait une part de notre dette nationale. Lorsque les salaires sont fixés à de bas niveaux, on pourrait les augmenter sous la forme d'épargnes différées, donnant ainsi aux salariés une part de la dette nationale. Quand les prix des produits primaires ont été stabilisés à un niveau inférieur au coût de production, l'écart entre les prix touchés et le prix paritaire pourrait se combler au moyen de certificats d'épargne de guerre, ce qui aurait donné aux cultivateurs du pays une part de la dette nationale. S'il nous faut considérer la dette publique comme un avoir national, il est sûrement temps de faire tout en notre pouvoir pour assurer une plus équitable répartition de cette dette, que certains mentionnent comme un actif.

M. le PRÉSIDENT SUPPLÉANT (M. Ross, Calgary-Est): L'honorable député a épuisé son temps de parole.

M. CHURCH: Je désire plaider la cause de la principale ville du Dominion du point de vue de l'impôt sur le revenu, de la ville qui avant la guerre acquittait de 28 à 29 p. 100 du produit total de l'impôt sur le revenu pour tout le Canada. Les honorables députés à ma gauche m'inspirent beaucoup de respect; ils sont des plus sincères; ils ont droit d'exprimer leurs opinions, ce qu'ils ont fait en plus d'une occasion, et avec beaucoup d'habileté.

Passons à l'analyse du budget. Depuis que ces dispositions relatives à l'impôt sur le revenu sont à l'étude, on n'a entendu que des éloges sur le budget. J'estime pour ma part qu'il est sage et intelligent de critiquer l'exposé budgétaire. Je ne crois pas que le budget aide le ministre des Finances (M. Ilsley) à faire du Canada un pays de cocagne. Tout au contraire. J'ai été témoin, dans ma ville, des souffrances qui ont accompagné la dernière guerre et le présent conflit ainsi que la longue dépression qui a sévi parmi les ouvriers. Toronto avait envoyé près de 56,000 de ses citoyens à la guerre puis est venue la crise économique, puis une autre guerre. Je représente une circonscription industrielle d'une ville industrielle qui occupe la première place dans le Dominion du point de vue de l'acquiescement des impôts.

Examinons quelques-uns des principes dont s'inspire le budget, spécialement en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Le ministre a prononcé hier soir un solide discours contre l'inflation. Je l'avertis qu'avant que la population en ait fini du budget et de toutes les commissions de régie qu'a nommées le Gouvernement, sans se soucier du Parlement, elle connaîtra l'inflation. Qu'est-ce que l'inflation? On appelle généralement inflation le coût élevé de la vie en temps de guerre qui pèse sur notre classe ouvrière, mais en principe on a tort. Il y a plusieurs aspects et plusieurs genres d'inflation. Je désire, comme citoyen, dire un mot des principes orthodoxes qu'ont bouleversés, non seulement dans la finance mais encore dans l'impôt et d'autres domaines, le ministre actuel des Finances et le régime aux affaires depuis l'ouverture des hostilités. Il ne reste plus rien d'orthodoxe au pays, ou ailleurs, dans le domaine militaire, sur terre, sur mer ou dans les airs, ou dans n'importe quel autre domaine. Pour l'Allemagne la force prime le droit, et j'estime le principe faux. Il faut et la force et le droit. Voilà mon avis. Si nous ne gagnons pas cette guerre, nos dissertations sur l'inflation et les budgets auront été vaines. La guerre est notre seule affaire.

Quelle est la politique actuelle du Gouvernement? Le Canada est sans doute le pays de l'univers où les impôts sont les plus lourds. Nous sommes diversement administrés et surtaxés par de multiples gouvernements, fédéral, provinciaux et municipaux fondés par les Pères de la Confédération pour des motifs politiques et non économiques, si bien que notre pays a dû endurer un fardeau énorme d'impôts sans méthode de contrôle, depuis l'adoption du pacte fédératif.

Le ministre l'a oublié complètement dans son programme budgétaire. Il a oublié qu'en Angleterre on n'a pas relevé l'impôt sur le revenu, parce qu'il avait déjà atteint le point maximum. Ce pays ne connaît pas la taxe de vente. L'opinion publique a forcé sir Kingsley Wood à admettre que de nouvelles sources et de nouveaux modes d'imposition devraient être adoptés pendant la guerre. Ainsi donc, son budget renverse toutes les doctrines orthodoxes, parce que ces mêmes doctrines avaient été mises au rancart par les nations qui reconnaissent la loi du plus fort. Les Etats-Unis n'ont pas non plus de taxe de vente. Un journal du soir a établi une comparaison l'autre jour entre les impôts sur le revenu du Canada, d'Angleterre et des Etats-Unis et il a oublié cela. On ne peut berner la classe ouvrière du pays.

Les deux vieux partis politiques sont sur le grill à cause de ce budget. Je ne puis gar-